



le 17 mars 2010

Réponse à la Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique

A titre liminaire, l'UPRIGAZ réaffirme son souhait de développer des infrastructures facilitant la fluidité des mouvements de gaz et les échanges intracommunautaires dans le double souci de sécuriser les approvisionnements et de mettre en place les conditions favorisant l'ouverture des marchés. Dans ces conditions, la mise en œuvre de places de marchés liquide et profondes nous apparaît comme un objectif prioritaire.

L'UPRIGAZ souhaite cependant que, pour le projet qui fait l'objet de la présente consultation publique, toutes les options alternatives de renforcement des capacités d'acheminement du gaz de la France vers la Belgique soient examinées, en vue de minimiser l'impact des investissements nécessaires sur le coût de transport du gaz pour les consommateurs français.

Q1 Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion présente-t-elle un intérêt ?

L'UPRIGAZ est favorable à la mise en place de capacités physiques qui offrent à tous les acteurs une visibilité sur le long terme souvent indispensable à la construction d'infrastructures. L'UPRIGAZ souhaite néanmoins que des capacités susceptibles d'être contractées à court terme soient laissées disponibles. Ces disponibilités court terme pourraient représenter de 5 à 20 % des capacités de l'infrastructure. Enfin, l'UPRIGAZ est attachée à la mise en place d'un marché secondaire des capacités qui permette de replacer sur le marché des capacités souscrites à long terme qui se révéleraient inutilisées. Dans ce contexte, l'UPRIGAZ est favorable à la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par la création d'une nouvelle liaison.

Q2 Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Veurne envisagés dans l'Open Season entre la France et la Belgique ?

L'odorisation soulève un problème qu'il convient de traiter et de résoudre au niveau communautaire. Dans la perspective d'un marché unique et fluide, il est en effet indispensable que soient uniformisées les spécifications, et notamment les règles d'odorisation. Dans le cas d'espèce, on observe que du gaz non odorisé, conforme à la spécification belge, peut être injecté à Veurne s'il provient du Franpipe ou du

terminal de Dunkerque. Quant aux gaz odorisé circulant en France, il doit au préalable faire l'objet d'une opération de désodorisation coûteuse et qui semble techniquement délicate.

L'UPRIGAZ souhaite que les capacités conditionnelles affectées s'appliquent à tous les expéditeurs quelle que soit l'origine du gaz non odorisé (terminal GNL ou Franpipe). L'UPRIGAZ ne serait pas opposée à ce que l'on parle d'un point unique d'interconnexion France Belgique plutôt que de points géographiques.

Q3 *Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?*

Q4 *Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?*

L'UPRIGAZ est favorable à ne pas introduire de distorsions et complications dans les termes tarifaires. L'application d'un « terme de proximité » doit être conforme à l'actuelle définition.

L'UPRIGAZ souhaiterait également que le tarif applicable aux capacités conditionnelles soit plus attractif pour les expéditeurs désirant amener du gaz en Belgique à partir de la France.

Quant aux capacités fermes, elles ne peuvent exister que si une station de désodorisation est construite ou s'il s'établit un flux constant d'entrée du gaz en France, par pipe ou par le terminal.

Q5 *Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?*

La tarification à Veurne des capacités fermes ne saurait aujourd'hui se fonder sur une station de désodorisation qui n'existe pas. Lorsqu'une telle station sera construite, les tarifs afférents aux capacités fermes devront alors être fixés. Néanmoins il nous semble que le projet sera très coûteux et que l'on doive privilégier les solutions plus performantes quand elles existent.

Q6 *Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Veurne ?*

L'UPRIGAZ considère que les principes de commercialisation des capacités qui s'appliqueront sur les réseaux français doivent s'appliquer de la même façon à ce nouveau point d'interconnexion.

Q7 *Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'Open Season ?*

Les membres d'Uprigaz sont par principe favorables au concept d'Open Season dont l'objectif est d'évaluer le besoin de capacité entre France et Belgique.

Nous pensons que le développement du terminal de Dunkerque justifie le besoin d'une telle consultation.

Q8 *Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?*

D'une part, les expéditeurs membres de l'UPRIGAZ considèrent que les règles de fonctionnement des marchés dans le futur sont incompatibles avec la souscription d'engagements de long terme sur des investissements à coûts limités. D'autre part, les engagements de long terme permettent de mieux

garantir l'intérêt économique de l'ouvrage et la couverture des coûts de l'ouvrage par les utilisateurs potentiels.

Q9 *Que pensez-vous du calendrier envisagé ?*

L'absence de visibilité offerte aux expéditeurs dans le document de consultation qui leur est soumis sur la réalisation du terminal de Dunkerque conduit à penser que le calendrier envisagé est peut-être trop rapide.

Toutefois, la consultation à laquelle procède la CRE devrait conduire à s'interroger sur le bien-fondé de la procédure d'Open Season.

Q10 *Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?*

Ce sont les réalités économiques qui conduiront les expéditeurs à diriger leurs flux dans telle ou telle direction. Dans cet esprit, le principe même de forcer lesdits expéditeurs à s'engager sur des flux descendants apparaît inopérant. Néanmoins, et dans le seul cas où certains d'entre eux sont prêts à des engagements fermes porteurs d'économies pour l'ensemble des utilisateurs des réseaux, le schéma de mise en place d'engagements à moyen/long terme portant sur les flux n'est pas à écarter.

Q11 *Avez-vous d'autres remarques ?*

R.A.S.
